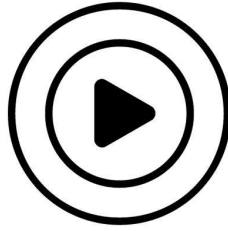


Communiqué de presse



CONTINUITÉ – ÉQUITÉ – SOUTIEN *Réponse de la Coalition pour la culture et les médias à la vision de Patrimoine canadien*

Montréal, le 2 octobre 2017 – Les organisations regroupées dans la Coalition pour la culture et les médias sont déçues par la proposition floue et l'incohérence de la vision du gouvernement canadien pour un Canada créatif. Alors que tous attendaient des réponses concrètes à leurs préoccupations criantes concernant la pérennité et le rayonnement de la culture et des médias nationaux à l'ère numérique, c'est une vision partielle et incomplète qui consacre une iniquité fiscale unanimement décriée.

La coalition abonde dans le sens de ceux qui ont critiqué les propos de la ministre du Patrimoine canadien depuis quelques jours. Au lendemain de son énoncé de vision, elle rappelle les attentes du milieu en faveur d'une vision politique claire, inclusive, équitable et dans la continuité de l'action gouvernementale des dernières décennies.

L'entente Netflix, ajouter l'insulte à l'injure !

La vision présentée ne cadre pas avec les principes de notre manifeste (<http://www.manifestepourlaculture.info>), et nous sommes profondément choqués par l'entente entre le gouvernement et Netflix. Celle-ci vient banaliser le fait que des multinationales étrangères interagissent avec les Canadiens selon des standards différents de ceux de nos propres entreprises. Cela constitue une atteinte à notre souveraineté culturelle, en plus d'être profondément inéquitable. Le double standard au niveau de la taxation en est un exemple frappant.

Pourquoi l'américaine Netflix, qui a déclaré des revenus de près de 9 milliards \$ l'an dernier, devrait-elle être avantagée ? Le gouvernement croit-il réellement que de négocier une entente « bilatérale » avec une multinationale américaine est un bon moyen de « continuer à protéger et à promouvoir nos histoires et notre culture » ? Ne voit-il pas dans cette entente un dangereux précédent ? Quels sont les paramètres pour le contenu canadien ? Pour le contenu francophone ? Nous demandons que l'entente conclue derrière des portes closes soit rendue publique pour que les contribuables puissent en connaître les termes.

Le gouvernement Trudeau installe une cassure plutôt qu'une continuité par rapport au soutien public et à la réglementation des 50 dernières années, qui ont permis de mettre sur pied l'écosystème culturel et médiatique canadien et québécois.

Et les oubliés ?

Et que dire des autres secteurs ? Outre la gifle aux médias écrits (« Nous n'avons pas l'intention de soutenir les modèles qui ne sont plus viables pour l'industrie. ») et aux diffuseurs de contenu en ligne compétiteurs de Netflix, la vision proposée n'offre aucune perspective pour des secteurs importants de l'univers de la communication et de la culture : la diffusion, la production et la création musicale, le livre dans son ensemble et les salles de presse régionales. Un plan de transition vers le numérique est nécessaire, mais il ne doit pas se faire au prix de notre souveraineté culturelle !

Nous souhaitons ouvrir un dialogue constructif avec le gouvernement

Voyant à quel point la vision annoncée dans « Canada créatif » est de mauvais augure pour l'avenir de l'identité culturelle du Québec et du Canada, la Coalition pour la culture et les médias compte continuer à susciter le dialogue avec le gouvernement fédéral pour assurer sa compréhension des enjeux et des conséquences des gestes qu'il pose ou qu'il a à poser. Nous profiterons de la tournée de la ministre Mélanie Joly dans quelques villes canadiennes pour lui faire part de nos inquiétudes et lui soumettre une série de questions et propositions.

À propos de la Coalition pour la culture et les médias

Une quarantaine d'organisations représentant des centaines de milliers de personnes ont été les premiers signataires du manifeste. En une semaine, plus de 3 500 personnes et organisations qui se sont jointes au mouvement tant au Québec qu'au Canada. Le site Manifestepourlaculture.info héberge le manifeste et recueille les noms de tout individu ou organisation voulant ajouter sa voix à ce cri collectif.

PARMI LES SIGNATAIRES :

- Alliance des producteurs francophones du Canada (APFC)
- Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists (ACTRA)
- Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS)
- ARTISTI
- Association des professionnels de l'édition musicale (APEM)
- Association des propriétaires de cinémas du Québec (APCQ)
- Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ)
- Association nationale des éditeurs de livres (ANEL)
- Association québécoise de la production médiatique (AQPM)
- Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ)
- Association québécoise des cinémas d'art et d'essai (AQCAE)

- Canadian Media Producers Association (CMPA)
- Conseil québécois des arts médiatiques (CQAM)
- DOC Canada, incluant sa division du Québec
- Fédération culturelle canadienne-française (FCCF)
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
- Fédération nationale des communications (FNC-CSN)
- Front des réalisateurs indépendants du Canada (FRIC)
- Forum for Research and Policy in Communications (FRPC)
- Guilde des musiciens et musiciennes du Québec (GMMQ)
- Les Amis de la radiodiffusion canadienne
- L'Observatoire des réseaux et interconnexions de la société numérique (ORISON)
- L'Observatoire du documentaire
- Michèle Rioux, directrice du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM)
- Performers' Rights Society (PRS)
- Québec Cinéma
- Quebec English-language Production Council (QEPC)
- Regroupement des artisans de la musique (RAM)
- Société de gestion collective des droits des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes du Québec (SOPROQ)
- Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC)
- Société du droit de reproduction des auteurs compositeurs et éditeurs au Canada (SODRAC)
- Société Internet du Québec (ISOC Québec)
- Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et son Conseil provincial du secteur des communications (CPSC)
- Syndicat des employées et employés professionnels-les et de bureau (SEPB)
- Table de concertation de l'industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale
- Unifor-Québec
- Union des artistes (UDA)

- 30 -

Pour informations : Isabelle Gareau 514 953-0142
Catherine Escojido 514 927-8807

igareau@ftq.qc.ca
cescojido@aqtis.qc.ca

<http://www.manifestepourlaculture.info/>

<http://www.standingforculture.info/>

<https://www.facebook.com/manifestepourlaculture/>